

Direction générale des finances publiques

Cellule d'assistance du SPDC

Tél : 0 810 007 830

(prix d'un appel local à partir d'un poste fixe)

du lundi au vendredi

de 8h00 à 18h00

Courriel : esi.orleans.ADspdc@dgfip.finances.gouv.fr



N° de dossier

RUS16021

Extrait cadastral modèle 1

conforme à la documentation cadastrale à la date du 20/12/2016
validité six mois à partir de cette date.

Extrait confectionné par : SARL BARRERE-DUFAU Géomètres-Experts

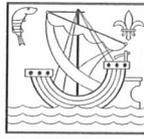
SF1604882596

DESIGNATION DES PROPRIETES										
Département : 092				Commune : 012 BOULOGNE BILLANCOURT						
Section	N° plan	PDL	N° du lot	Quote-part Adresse	Contenance cadastrale	Renvoi	Désignation nouvelle			
							N° de DA	Section	n° plan	Contenance
AT	0061			1 RUE CACHEUX	0ha02a54ca					
AT	0061	001	13	13/ 1026						

OBSERVATIONS DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE

Décrets modifiés du 4 janvier 1955 art. 7 et 40 et du 14 octobre 1955 art. 21 et 30
Page 1 sur 1

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS



CERTIFICAT D'URBANISME

DUREE DE VALIDITE

Si la demande formulée en vue de réaliser l'opération projetée sur le terrain, notamment une demande de permis de construire, est déposée dans le délai DE 18 MOIS à compter de la délivrance d'un certificat d'urbanisme et respecte les dispositions d'urbanisme mentionnées par ledit certificat, celles-ci ne peuvent être remises en cause, exception faite de celles figurant aux cadres 6, 7 et 12 (un délai de validité plus long peut être mentionné au cadre 13).

ATTENTION:

Passé ce délai, aucune garantie au maintien des règles d'urbanisme indiquées dans le certificat ne vous est assurée. Il appartient au demandeur de s'assurer préalablement à l'acquisition d'une construction qu'aucune décision de justice n'a ordonné la démolition de cette construction (Greffé des tribunaux de Grande Instance, Notaires; ...)

PROLONGATION DE VALIDITE

Le certificat d'urbanisme peut être prorogé par périodes d'une année, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives, les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. La demande de prorogation, formulée en double exemplaire par lettre accompagnée du certificat à proroger doit être soit:

- adressée au maire par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal.
- déposée contre décharge à la mairie.

CERTIFICAT D'URBANISME D'INFORMATIONS GENERALES

Délivré par Le Maire

Cadre 1: IDENTIFICATION	
TERRAIN - ADRESSE	53 avenue Edouard Vaillant
Nom et adresse du propriétaire (s'il est autre que le demandeur)	COPRO DU 53 AVE EDOUARD VAILLANT 0053 Avenue EDOUARD VAILLANT 92100 BOULOGNE BILLANCOURT
Cadastre (sections et numéros)	AT0061
NOM-PRENOMS ET ADRESSE DU DEMANDEUR	SCP BARRERE-DUFAU 4 rue du Béarn 92210 SAINT CLOUD

(1) Sous réserve de l'exactitude de la déclaration du demandeur

Cadre 2: TERRAIN de la DEMANDE	
Superficie du terrain de la demande (1)	254,00 m ²

Cadre 2 bis: SANS OBJET

Cadre 3: OBJET DE LA DEMANDE DE CERTIFICAT D'URBANISME	en date du: 29 décembre 2016
<input checked="" type="checkbox"/> Demande en vue de connaître le droit de l'urbanisme applicable au terrain (art. L.410-1 1 ^{er} alinéa du code de l'urbanisme)	

(2) cocher et compléter les mentions utiles

Cadre 4: REPONSE A LA DEMANDE DE CERTIFICAT D'URBANISME (2)	
<input checked="" type="checkbox"/> Les règles d'urbanisme applicables au terrain visé au cadre 2 sont les suivantes :	
Le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 08/04/2004 modifié le 07/07/2005, le 16/11/2006, le 09/07/2009, le 06/05/2010, le 09/12/2010, le 22/03/2012 et le 24/09/2015, révisé le 12/07/2007, le 09/07/2009 et le 16/02/2012, mis en compatibilité le 04/07/2013, le 07/05/2014, le 27/12/2014, le 10/12/2015 et le 28/09/2016 et mis en révision le 09/07/2009.	
Le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.421-3, R.111-1, R111-2, R.111-4, R.111-15, R.111-21.	
<input type="checkbox"/> L'opération suivante est REALISABLE (sous réserves et selon les prescriptions mentionnées ci-dessous et dans les cadres ci-après)	
<input type="radio"/> Construction à usage de: <input type="radio"/> Lotissement <input type="radio"/> Aménagement d'un parc résidentiel de loisir <input type="radio"/> Stationnement de 1 à 6 caravanes plus de trois mois par an <input type="radio"/> Installations et travaux divers <input type="radio"/> Association foncière urbaine	Aménagement d'un terrain de camping ou de caravanage : nombre d'emplacements maximum : <input type="checkbox"/> Garage collectif de caravanes <input type="checkbox"/> Exhaussement du sol <input type="checkbox"/> Affouillement du sol <input type="checkbox"/> Dépôt de véhicules <input type="checkbox"/> Aire de jeux

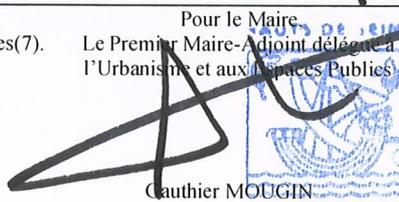
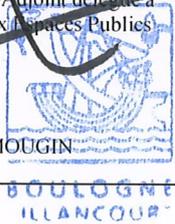
Cadre 5: ACCORDS NECESSAIRES
<input type="checkbox"/> En raison de la situation du terrain, le présent certificat est délivré sous réserve de l'accord du Ministre ou de son délégué chargé
<input type="radio"/> des monuments historiques <input type="radio"/> de la protection de la nature et de l'environnement <input type="radio"/> des armées <input type="radio"/> des sites

(3) Avant toute mutation du terrain ou des bâtiments, le propriétaire devra faire une déclaration d'intention d'aliéner auprès du bénéficiaire du droit de préemption. Elle comportera l'indication du prix et les conditions de la vente projetée.
 SANCTION : nullité de la vente en cas d'absence de déclaration

Cadre 6: DROIT DE PREEMPTION ET BENEFICIAIRE DU DROIT (3)
Voir R.U. joint

Cadre 7: NATURE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE APPLICABLES AU TERRAIN
Voir R.U. joint

CERTIFICAT D'URBANISME D'INFORMATIONS GENERALES

Cadre 8: NATURE DES DISPOSITIONS D'URBANISME APPLICABLES AU TERRAIN						
Disposition d'urbanisme	Arrêté le	Rendu public le	Approuvé le	Modifié le	Révisions simplifiées le	Mis en compatibilité le
PLU			08/04/04	07/07/05 - 16/11/06 09/07/09 - 06/05/10 09/12/10 - 22/03/12 24/09/15	12/07/07 - 09/07/09 16/02/12	04/07/13 - 07/05/14 27/12/14 - 10/12/15 28/09/16
Zone (s) : UBa						
Cadre 9: CONTENU DES DISPOSITIONS D'URBANISME APPLICABLES AU TERRAIN						
Ces dispositions figurent dans le document joint au présent certificat						
Cadre 10: DISPOSITIONS RELATIVES A LA DENSITE (surfaces mentionnées en m ²)						
Constructibilité normale (4)		Terrain de la demande	Terrain A	Terrain B	Terrain C	Terrain D
Surface de plancher susceptible d'être édifiée sur						
Surface de plancher des bâtiments existants (Sb) rappel		Voir cadre 13				
Constructibilité Surface de plancher Résiduelle (R)						
Surface de plancher maximum reconstructible si les bâtiments existants sont démolis						
Le demandeur est avisé que l'utilisation effective de la constructibilité (normale ou résiduelle) n'est possible que si le projet respecte les servitudes d'utilité publique et les règles d'urbanisme applicables à l'ilot de propriété ou à la partie qui serait détachée.						
Cadre 11: EQUIPEMENTS PUBLICS						
Réseaux	Non desservi	Desservi: Capacité		Sera desservi: par quel service ou concessionnaire	Vers le	Date indéterminée
		Suffisante	insuffisante			
Eau potable	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>
Assainissement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	CU d'information Sans objet		<input type="checkbox"/>
Electricité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>
Voirie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			
Cadre 12: TAXES ET CONTRIBUTIONS						
Les taxes et contributions ne peuvent être déterminées qu'à l'examen de l'instruction de la demande d'autorisation.						
FISCALITE APPLICABLE AUX CONSTRUCTIONS A LA DATE DE LA DELIVRANCE DU PRESENT CERTIFICAT				TRAVAUX ET PARTICIPATIONS SUCEPTIBLES D'ETRE EXIGES		
<input checked="" type="checkbox"/> Taxe d'aménagement (part Communale)	5%			<input type="checkbox"/> Travaux:		
<input checked="" type="checkbox"/> Taxe d'aménagement (part Région Ile de France)	1%			<input type="checkbox"/> Accès	<input type="checkbox"/> Voirie	
<input checked="" type="checkbox"/> Taxe d'aménagement (part Département des Hauts de Seine ENS(5))	2%			<input type="checkbox"/> Eau	<input type="checkbox"/>	
<input checked="" type="checkbox"/> Taxe d'aménagement (part Département des Hauts de Seine CAUE(6))	0,3%			Assainissement		
<input checked="" type="checkbox"/> Redevance d'Archéologie Préventive	0,3%			<input type="checkbox"/> Electricité		
<input checked="" type="checkbox"/> Redevance sur les bureaux et les industries (région Ile de France)				CONTRIBUTIONS ET PARTICIPATIONS		
<input checked="" type="checkbox"/> Participation pour le raccordement électricité et gaz				<input type="checkbox"/> Cession gratuite de terrain		
<input checked="" type="checkbox"/> Participation pour le renforcement du réseau public du Syndicat des Eaux d'Ile de France				<input type="checkbox"/> Contribution aux dépenses de réalisation des équipements publics		
				<input type="checkbox"/>		
Cadre 13: OBSERVATIONS ET PRESCRIPTIONS PARTICULIERES						
Le PLU étant en cours de révision il pourra être opposé un sursis à statuer sur toutes demandes d'autorisation d'urbanisme						
Il est annexé au présent la note de renseignement d'urbanisme dressée par le service de l'Urbanisme Règlementaire et des Études Urbaines. Elle contient les renseignements relatifs aux cadres 6, 7, 8 et 11.						
La densité maximale admissible sur le terrain résulte de l'application des articles UBa 1 à 13 du PLU.						
Cadre 14: FORMALITES ADMINISTRATIVES PREALABLES A L'OPERATION						
<input checked="" type="checkbox"/> Voir ci-après les rubriquesdu Cadre 15						
<input checked="" type="checkbox"/> Le présent certificat est transmis au représentant de l'Etat dans les conditions prévues aux articles L 2131-1 et L 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales(7).						
FAIT A: Boulogne-Billancourt le 04 JAN. 2017				Pour le Maire, Le Premier Maire-Adjoint délégué à l'Urbanisme et aux Espaces Publics  Gauthier MOUGIN 		

(4) Calculée par application du coefficient d'occupation du sol à la superficie du terrain

(5) Espaces Naturels Sensibles
(6) Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement

(7) A cocher uniquement dans le cas d'un certificat d'urbanisme délivré par le maire au nom de la commune.

CERTIFICAT D'URBANISME D'INFORMATIONS GENERALES

Cadre 15: FORMALITES ADMINISTRATIVES PREALABLES A L'OPERATION

Préalablement à l'édification de construction ou à la réalisation de l'opération projetée, les formalités administratives ci-après devront être accomplies :

- Demande de permis de construire,
- Demande de permis d'aménager
- Demande d'autorisation d'association foncière urbaine,
- Demande de permis de démolir,
- Demande d'autorisation d'ouverture d'établissement classé,
- Demande de déclaration préalable

ATTENTION : le non-respect de ces formalités ou l'utilisation du sol en méconnaissance des règles indiquées dans le certificat d'urbanisme, est passible d'une amende. La démolition des ouvrages ou la remise en état des lieux peut être également ordonnée.

Cadre 16: RECOURS OBLIGATOIRE A UN ARCHITECTE (art L.431-1s et R.431-1s du Code de l'Urbanisme)

L'établissement du projet architectural par un architecte est obligatoire pour tous les travaux soumis à permis de construire.

Toutefois, ne sont pas tenues de recourir à un architecte, les personnes physiques qui déclarent vouloir édifier ou modifier, pour elles-mêmes, une construction dont la surface de plancher ou d'emprise au sol n'excède pas 170 m².

(Pour les constructions à usage agricole, ce plafond est porté à 800 m², et pour les serres de production dont le pied-droit a une hauteur inférieure à 4 mètres, il est de 2 000 m² de surface de plancher ou d'emprise au sol).

Cadre 17: DIVISIONS DE TERRAINS

Sauf si la division constitue un lotissement (article L.442-I du Code de l'Urbanisme), tout propriétaire a la possibilité de diviser son terrain comme il l'entend, mais les nouveaux lots de propriété issus de la division, qu'ils soient ou non bâtis, ne sont pas nécessairement constructibles compte tenu de leurs dimensions, de leurs formes et des règles d'urbanisme qui s'appliquent.

Cadre 18: DELAIS ET VOIE DE RECOURS

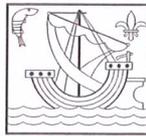
Le destinataire d'un certificat d'urbanisme qui désire le contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification du certificat. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision.

Cette procédure interrompt le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit devant le tribunal administratif compétent dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Cadre 19: RENSEIGNEMENTS

POUR TOUTE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS S'ADRESSER A:

MOUSSOURIS Bruno
Téléphone: 01 55 18 49 57



VILLE DE BOULOGNE ~ BILLAN COURT

Date de dépôt

29 décembre 2016

CU 92012 16 1564

SCP BARRERE-DUFAU
4 rue du Béarn
92210 SAINT CLOUD

Références : RUS16021

RENSEIGNEMENTS D'URBANISME

ATTENTION : Si une modification de l'immeuble faisant l'objet de la mutation est envisagée, il est conseillé de demander un certificat d'urbanisme.

DEMANDE

1 - DEMANDEUR

NOM, PRÉNOM : SCP BARRERE-DUFAU
ADRESSE : 4 rue du Béarn . 92210 SAINT CLOUD .

2 – TERRAIN. Le terrain est l'ilot de propriété constitué par la parcelle, ou par l'ensemble de parcelles contiguës appartenant à un même propriétaire.

ADRESSE DU TERRAIN :
53 avenue Edouard Vaillant
1 rue Cacheux

PARCELLE : AT0061
SURFACE DE LA PARCELLE : 254 m²

RÉPONSE

DÉLIVRÉE PAR : LA VILLE DE BOULOGNE-BILLAN COURT

La présente notice d'urbanisme fait état des renseignements connus à ce jour par l'autorité indiquée ci-dessus. Elle constitue un simple document d'information et ne peut en aucun cas être considérée comme une autorisation administrative quelconque, ni un certificat d'urbanisme. Les renseignements relatifs à l'alignement ne concernent que la voirie.

A - DROIT DE PRÉEMPTION

Droit de Prémption Urbain Simple - Instauré le 29 mai 1987.

B – NATURE DES DISPOSITIONS D'URBANISME APPLICABLES AU TERRAIN

PLU approuvé le : 08/04/2004

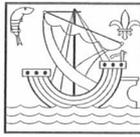
Zone(s) : UBa

Révisions simplifiées les 12/07/2007, 09/07/2009, 16/02/2012.

Modifications les 07/07/2005, 16/11/2006, 09/07/2009, 06/05/2010, 09/12/2010, 22/03/2012, 24/09/2015.

Mise en compatibilité le 04/07/2013, 07/05/2014, 27/12/2014, 10/12/2015 28/09/2016.

Révision générale prescrite le 9/07/2009. Un sursis à statuer pourra être opposé aux demandes d'autorisations concernant des constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur plan.



VILLE DE BOULOGNE ~ BILLANCOURT

Date de dépôt

29 décembre 2016

CU 92012 16 1564

C - NATURE DES SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE APPLICABLES AU TERRAIN

Type de servitude	Nom	Observations
Voie	Largeur de la voie. Code: 089	A titre indicatif : Largeur de la Rue Cacheux de 12 m
Classement acoustique des voies	Servitude de bruit 250 m	Cette parcelle est située à moins de 250 m d'une voie bruyante. Tous travaux devront respecter les règles d'isolation acoustique.
Voie	Largeur de la voie. Code: 042	A titre indicatif : Largeur de l'Avenue Edouard Vaillant de 36 m
Liaison radio-électrique	Protection de la station terminale	Station terminale <75.52.34> ministère de l'air boulevard Victor, décret du 13/09/1977.

D - OPERATIONS CONCERNANT LE TERRAIN

Néant

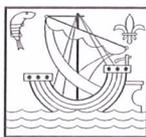
Nota : Si la mention **élargissement de voirie** n'apparaît pas ci-dessus, le terrain n'est pas concerné par un élargissement de voie.

E - SERVITUDES AUTRES

Nota: Pour toute information complémentaire concernant l'assainissement ou la desserte par les réseaux, veuillez contacter la Communauté d'Agglomération Grand-Paris-Seine-Ouest, direction Proximité Nord.

Type	Nom	Observations
Installations RATP	Installations RATP	Parcelle située à moins de 30 m des installations de la Régie Autonome des Transports Parisiens: ces installations pourront entraîner des sujétions d'ordre statique ou dynamique.

F - OBSERVATIONS ET PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES



VILLE DE BOULOGNE ~ BILLAN COURT

Date de dépôt

29 décembre 2016

CU 92012 16 1564

Par arrêté Préfectoral du 16 mai 2000 l'ensemble du département des Hauts de Seine a été classé en zone à risque d'exposition au plomb.

En conséquence depuis le 1 octobre 2000 une expertise des risques liés au plomb des peintures est obligatoire pour tout bien immobilier à usage d'habitation construit avant 1948 mis en vente.

Par arrêté Préfectoral en date du 22 décembre 2004, l'ensemble du département des Hauts de Seine a été classé en zone contaminée ou susceptible d'être contaminée par les termites.

En conséquence à compter du 15 janvier 2005 pour toute vente doit être établi un état parasitaire de moins de 6 mois à la date de l'acte authentique de vente.

Par arrêté Préfectoral du 2 février 2006 relatif à l'état des risques naturels et technologiques majeurs dans le département des Hauts de Seine, il a été référencé pour Boulogne-Billancourt comme seul risque, le risque d'inondations. Dans la mesure où le terrain est concerné, il comporte ci-dessus la mention -Zone inondable.

Par délibération du Conseil Municipal en date du 16 mai 2012, il a été instauré plusieurs périmètres de sauvegarde du commerce et de l'artisanat à l'intérieur duquel le droit de préemption des articles L 214-1 et suivants du code de l'Urbanisme pourrait s'exercer.

La Ville n'a pas reçu à ce jour de déclaration relative à la présence de mères (articles L133-7 du code de la construction et de l'habitation) et aucun arrêté préfectoral ne délimite actuellement de zones contaminées sur la ville (articles L133-8 du code de la construction et de l'habitation).

Sauf mention contraire ci-dessous, l'immeuble n'est frappé ni d'insalubrité, ni d'inhabitabilité, ni d'aucun arrêté de péril, n'est grevé d'aucune servitude de cour commune

Néant
Néant

FAIT
A : Boulogne-Billancourt
LE : 2 janvier 2017
Pour le Maire et par délégation


Christophe LEROUX

ZONE UB

Cette zone est située en périphérie du centre. Elle se caractérise par la grande hétérogénéité des formes de bâti. En particulier, cette zone est traversée par d'importantes voies dont l'alignement n'est pas encore achevé (avenue André Morizet par exemple). Son périmètre entoure plusieurs secteurs pavillonnaires.

Sa vocation est d'une part d'assurer une transition morphologique entre le centre et les rives, et d'autre part de permettre des raccordements satisfaisants avec les zones pavillonnaires. C'est pourquoi le règlement favorise le dialogue entre les formes très diverses du bâti existant.

Elle comprend une sous zone UBa, une sous zone UBb qui correspond à l'ancienne ZAC du Pont de Sèvres et le secteur UBba qui concerne les espaces du Forum Haut à proximité des tours du pont de Sèvres.

Un sous-secteur UBa1, couvre partiellement les terrains autrefois occupés par la société CAT, rue du Point du Jour. Ce sous-secteur fait l'objet d'un plan de masse qui définit les règles particulières qui y sont applicables.

ZONE UBa

SECTION 1

Nature de l'occupation et de l'utilisation du sol

ARTICLE UBa 1 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

UBa 1.1 L'implantation et l'extension des installations classées soumises à autorisation, sauf si elles répondent aux conditions énoncées à l'article UB 2.

UBa 1.2 Les dépôts de ferrailles, d'épaves, matériaux, combustibles solides ou liquides, ainsi que les entreprises de cassage de voitures et de transformation des matériaux de récupération.

UBa 1.3 Les exploitations de carrières et les affouillements et exhaussements de sols nécessitant une autorisation au titre de l'article R 442.2 du Code de l'Urbanisme et qui ne sont pas liés à des travaux de construction.

ARTICLE UBa 2 : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES

UBa 2.1 Toute utilisation du sol est autorisée, sous réserve des interdictions définies à l'article UB 1 et des conditions spéciales énoncées ci-dessous.

UBa 2.2 Conditions spéciales

UBa 2.2.1 Les installations classées soumises à autorisation sont admises, à condition qu'elles correspondent à des besoins nécessaires à la vie et à la commodité des habitants et des usagers de la zone, et qu'elles n'entraînent aucune incommodité pour le voisinage.

UBa 2.2.2 Les constructions à édifier peuvent être affectées à l'usage de bureaux dans les proportions suivantes :

le long de toutes les voies à l'exception des cas prévus au A et B du présent article : à hauteur de 20 % du volume en superstructure tel qu'il résulte des articles 3 à 13 du présent règlement,

A : le long des voies : Boulevard Jean-Jaurès (RD2), rue Galliéni, rue du Château (RD102), rue de Paris, rue de Bellevue, rue de Silly, rue Yves Kermen, rue de Meudon, Avenue Emile Zola, les quais (RD1) : à hauteur d'un tiers du volume en superstructure tel qu'il résulte des articles 3 à 13 du présent règlement.

B : le long des voies : Route de la Reine, RD907, Avenue du Général Leclerc et Avenue Edouard Vaillant (RN10), Avenue André Morizet et Boulevard de la République (RD50), Avenue Ferdinand Buisson, Avenue Félix d'Hérelle, Avenue Le Jour se Lève, Avenue de la Voie Lactée, quai du Point du Jour entre le Pont d'Issy et Paris : à hauteur de 100 % du volume en superstructure tel qu'il résulte des articles 3 à 13 du présent règlement.

Le règlement est appliqué dans une bande de 50 mètres le long des voies.

Les dispositions du présent article s'appliquent dans une bande de 50 mètres le long de l'alignement. Toute construction dont l'emprise est intégralement comprise dans la bande de 50m se voit appliquer le pourcentage le plus favorable.

En cas de lotissement portant sur une unité foncière ou une partie d'unité foncière existante à la date d'approbation du PLU, les possibilités de construire des surfaces de bureaux autres que celles résultant du A et du B du présent article calculées globalement en fonction des dispositions précédentes sont librement réparties entre les différents lots, conformément à l'article R. 315-9-1 du code de l'urbanisme.

Pour les constructions existantes à la date d'approbation de la modification n°4 du PLU et dépassant les ratios de 20% et 33%, il est autorisé des extensions à usage de bureau dans la limite de 10% de SHON de bureau existante et de 200 m², dans le respect des articles 3 à 13 du présent règlement.

SECTION 2 Conditions de l'occupation du sol

ARTICLE UBa 3 : ACCÈS ET VOIRIE

UBa 3.1 Pour être constructible, un terrain doit être accessible par une voie carrossable publique ou privée en bon état de viabilité, présentant des caractéristiques, permettant de satisfaire aux exigences de la sécurité, de la défense contre l'incendie et la protection civile, dans les conditions de l'article R 111. 4 du Code de l'Urbanisme.

ARTICLE UBa 4 : DESSERTE PAR LES RÉSEAUX

UBa 4.1 L'alimentation en eau potable de toute construction doit être assurée.

UBa 4.2 Assainissement

UBa 4.2.1 L'assainissement de toute construction doit être assuré.

UBa 4.2.2 Pour les eaux usées domestiques, le raccordement sur le réseau existant est obligatoire. Les demandes de branchement sont traitées par le service communal chargé de la voirie.

UBa 4.2.3 Il est rappelé que tout déversement d'eaux usées autres que domestiques (eaux industrielles, eaux d'exhaure...) doit être préalablement autorisé par la commune lorsque la gestion de l'ouvrage utilisé est assurée par celle-ci. Cette autorisation est délivrée dans le cadre d'une convention de déversement qui en fixe les modalités techniques et financières, conformément au règlement d'assainissement de la ville.

UBa 4.2.4 En cas d'existence d'un réseau collecteur des eaux pluviales, les aménagements réalisés sur un terrain devront être tels qu'ils garantissent l'écoulement des eaux pluviales dans ce réseau.

UBa 4.3 Toute construction doit prévoir des locaux adaptés aux conteneurs prévus pour la collecte sélective des déchets.

ARTICLE UBa 5 : CARACTÉRISTIQUES DES TERRAINS

Sans objet

ARTICLE UBa 6 : IMPLANTATIONS DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES PUBLIQUES ET PRIVÉES ET AUX EMPRISES PUBLIQUES

UBa 6.1 Implantation des constructions

UBa 6.1.1 A l'exception du sous-secteur UBa1, les constructions à édifier doivent être implantées selon le Plan Général soit à l'alignement, soit, s'il en existe une marge de reculement, ou une zone non aedificandi le long de cette dernière, à l'exception du côté ouest de la rue Thiers, entre la rue Galliéni et l'avenue Edouard

Vaillant, où l'implantation en retrait de ces limites est autorisée. Le recul pour alignement de fait est admis. Aucun ouvrage souterrain en débordement par rapport à cette implantation obligatoire n'est autorisé, à l'exception des ouvrages publics.

UBa 6.1.2 Dans le secteur UBa1, les règles d'implantations des constructions par rapport aux voies publiques et privées et aux emprises publiques sont reportées sur le plan de masse.

UBa 6.1.3 Cas particuliers

a) Pour préserver l'unité du paysage urbain, et lorsqu'il existe un immeuble contigu dont l'implantation est en retrait par rapport à l'implantation indiquée au 6.1.1, il peut être exigé que les constructions à édifier se raccordent en s'implantant au nu de l'immeuble contigu sur une longueur de façade comprise entre 3 m et 6 m.

b) Pour préserver des plantations existantes, qu'elles soient sur le domaine privé ou sur le domaine public, il peut être exigé un retrait des constructions à édifier.

c) Pour valoriser le paysage urbain et lorsque soit le terrain comporte un espace vert intérieur à protéger, soit la façade à édifier présente une longueur trop importante par rapport au contexte urbain, il peut être exigé dans les constructions à édifier des coupures sur toute la hauteur et toute la profondeur, d'au moins 4 m de large, ces coupures pouvant recevoir des passerelles et des balcons. La largeur minimale de cette coupure est portée à 6 m pour le côté ouest de la rue Thiers, entre la rue Galliéni et l'avenue Edouard Vaillant.

d) Afin de valoriser les espaces d'accueil des équipements d'enseignement, l'implantation des constructions en retrait de l'alignement indiqué au Plan Général pourra être admise.

UBa 6.2 Saillies et traitements en creux par rapport à la limite d'implantation

UBa 6.2.1 *Sur les voies et emprises publiques de largeur inférieure à 12 m, sont autorisés :*

- . les marquises, dans une limite de 0,8 m,
 - . les motifs architectoniques, dans une limite de 0,4 m, à partir d'une hauteur de 3,5 m et du premier niveau,
 - . les balcons et oriels, à partir d'une hauteur de 5,50 m et du deuxième étage, dans une limite de 0,40 m,
 - . les renforcements de loggias ou autres, à partir d'une hauteur de 3,5 m et du premier niveau.
- . les traitements en creux en rez de chaussée au droit des accès sur une profondeur de 1m, à l'exception du côté ouest de la rue Thiers, entre la rue Galliéni et l'avenue Edouard Vaillant, et du côté nord de l'avenue Edouard Vaillant, entre la rue Paul Adolphe Souriau et la rue Thiers, pour lesquels il n'est pas fixé de profondeur maximale.

UBa 6.2.2 *Sur les voies et emprises publiques de largeur supérieure ou égale à 12 m et inférieure à 20 m, sont autorisés :*

- . les marquises, dans une limite de 1,20 m,
 - . les motifs architectoniques, dans une limite de 0,6 m, à partir d'une hauteur de 3,5 m et du premier niveau,
 - . les balcons et oriels, à partir d'une hauteur de 5,50 m et du deuxième étage, dans une limite de 0,60 m,
 - . les renforcements de loggias ou autres, à partir d'une hauteur de 3,5 m et du premier niveau.
- . les traitements en creux en rez de chaussée au droit des accès sur une profondeur de 1m, à l'exception du côté ouest de la rue Thiers, entre la rue Galliéni et l'avenue Edouard Vaillant, et du côté nord de l'avenue Edouard Vaillant, entre la rue Paul Adolphe Souriau et la rue Thiers, pour lesquels il n'est pas fixé de profondeur maximale.

UBa 6.2.3 *Sur les voies et sous réserve des dispositions particulières applicables dans le secteur UBa1, les emprises publiques de largeur supérieure ou égale à 20 m, sont autorisés:*

- . les marquises, dans une limite de 1,80 m,
 - . les motifs architectoniques, dans une limite de 0,8 m, à partir d'une hauteur de 3,5 m et du premier niveau,
 - . les balcons et oriels, à partir d'une hauteur de 5,50 m et du deuxième étage, dans une limite de 0,8 m,
 - . les renforcements de loggias ou autres, à partir d'une hauteur de 3,5 m et du premier niveau.
- . les traitements en creux en rez de chaussée au droit des accès sur une profondeur de 1m, à l'exception du côté ouest de la rue Thiers, entre la rue Galliéni et l'avenue Edouard Vaillant, et du côté nord de l'avenue Edouard Vaillant, entre la rue Paul Adolphe Souriau et la rue Thiers, pour lesquels il n'est pas fixé de profondeur maximale.

. certains dispositifs destinés à réduire la consommation énergétique des bâtiments : pare-soleil extérieurs et doubles parois vitrées dans la limite de 0,80 m, à partir d'une hauteur de 5.50 m, à condition que l'espace entre les parois ne puisse être utilisé comme lieu de travail ou d'habitation.

UBa 6.2.4 La proportion des oriels mentionnés ci-dessus est limitée à 20 % de la surface de la façade comptée depuis le plancher bas du premier étage jusqu'à la hauteur de verticale définie à l'article 10, la façade étant considérée sur tout son linéaire, les oriels autorisés pouvant être répartis tout au long de celui-ci.

UBa 6.2.5 Les saillies des façades des commerces sur trottoir sont autorisées dans la hauteur des soubassements et dans une limite de 0,20 m.

UBa 6.2.6 Dans le secteur UBa1, sur les emprises publiques de largeur supérieure ou égale à 20 m, sont autorisés:

- . les marquises, dans une limite de 1,80 m,
- . les motifs architectoniques, dans une limite de 0,8 m, à partir d'une hauteur de 3,5 m et du premier niveau,
- . les balcons à partir d'une hauteur de 8,00 m et du troisième étage, dans une limite de 2,5 m,
- . les renforcements de loggias ou autres, à partir d'une hauteur de 3,5 m et du premier niveau.
- . les traitements en creux en rez de chaussée au droit des accès sur une profondeur de 1m.
- . certains dispositifs destinés à réduire la consommation énergétique des bâtiments : pare-soleil extérieurs et doubles parois vitrées dans la limite de 0,80 m, à partir d'une hauteur de 5.50 m, à condition que l'espace entre les parois ne puisse être utilisé comme lieu de travail ou d'habitation.

UBa 6.3 Clôture

En cas de retrait ou de coupure autorisé par le présent article, l'implantation d'une clôture est autorisée selon l'implantation définie au 6.1.1.

UBa 6.4 Voies non communales

Il est rappelé en outre que, sur les voies non communales (routes départementales et routes nationales), l'implantation des constructions doit être conforme au règlement édicté par le gestionnaire des voies concernées.

ARTICLE UBa 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SÉPARATIVES

UBa 7.1 A l'exception du secteur UBa1, dans une bande E à partir du filet

UBa 7.1.1 Dans une bande E, d'une largeur de 15 m et comptée à partir de la limite d'implantation définie au 6.1.1, les constructions à édifier doivent être implantées sur les limites séparatives. La largeur de la bande E est portée à 18 m uniquement pour les bureaux sur les axes suivants : route de la Reine, avenue du Général Leclerc, avenue Édouard Vaillant, avenue André Morizet, boulevard de la République, avenue F. Buisson, avenue Félix d'Hérelle, avenue Le Jour se Lève.

UBa 7.1.2 Cas particulier :

a) Pour ne pas porter atteinte soit aux conditions d'habitabilité d'un bâtiment voisin, soit à l'aspect du paysage urbain, et lorsque l'implantation d'un immeuble contigu n'occupe pas la totalité de la bande E en limite séparative, il peut être exigé des constructions à édifier un retrait par rapport aux limites séparatives compris entre 3 m et 6 m.

b) En particulier, lorsqu'il existe un immeuble voisin contigu dont l'implantation de la façade arrière est en retrait par rapport à l'implantation de la façade arrière du projet, la cohérence du paysage de l'îlot peut justifier que les constructions à édifier se raccordent en s'implantant au nu de l'immeuble contigu sur une largeur de façade comprise entre 3 m et 6 m.

c) Pour préserver l'unité du paysage urbain, il peut être exigé des constructions à édifier un retrait des étages situés au-dessus de la hauteur de verticale, les étages devant se retirer d'un minimum de 5 m.

d) Lorsqu'un alignement est pris en compte, la bande E est calculée à partir de celui-ci.

e) Afin d'assurer le traitement architectural du couronnement, les volumes énoncés en 10.1.5 devront se retirer d'un minimum de 2m.

f) Les balcons de bâtiments édifiés en limite séparative joignant l'alignement seront implantés nonobstant les règles de prospect de l'article 7.1.3.

UBa 7.1.3 Pour toute partie de façade située en retrait par rapport à une limite séparative, la distance horizontale mesurée perpendiculairement de tout point de cette partie à une limite séparative doit être au moins égale à la moitié de la hauteur de ce point par rapport au niveau de référence du terrain d'assise ($H < 2L$), avec un minimum de 6 m si la partie comporte des baies principales, de 3,5 m sinon. Ces règles ne s'appliquent pas dans le cas d'un retrait autorisé par les articles 6.1.2 et 7.1.2 pour les baies secondaires et murs aveugles, et pour les baies principales situées à au moins 6 m de la limite séparative.

UBa 7.1.4 Les éléments architectoniques de moins de 0,40 m de profondeur ne sont pas pris en compte pour l'application de ces règles. Les pare-vues et les garde-corps ne sont pas pris en compte pour l'application de ces règles sous réserve de ne pas dépasser 1,90m.

UBa 7.2 A l'exception du secteur UBa1, au-delà de la bande E

UB 7.2.1 Les constructions doivent être implantées dans les conditions suivantes :

a) *en limite séparative,*

- sous réserve que l'implantation d'aucune construction n'occupe une longueur supérieure ou égale à 40 % de chacune des limites séparatives joignant l'alignement, la bande E étant décomptée,
- ce ratio de 40% peut être dépassé en cas d'adossement à des constructions mitoyennes existantes pérennes, occupant elles-mêmes un linéaire supérieur ou égal à 40%, en limite séparative et ayant une hauteur minimale de 5m. Ce dépassement est limité au linéaire des héberges existantes et dans la limite de la longueur de la limite séparative.

b) *en retrait des limites séparatives,* sous réserve que, pour toute partie de façade, la distance horizontale mesurée perpendiculairement de tout point de cette partie à une limite séparative soit être au moins égale à la moitié de la hauteur de ce point par rapport au niveau de référence du terrain d'assise ($H < 2L$), avec un minimum de 6 m si la partie comporte des baies principales, de 3,5 m sinon.

UBa 7.2.2 Les éléments architectoniques de moins de 0,40 m de profondeur ne sont pas pris en compte pour l'application de ces règles. Les pare-vues et les garde-corps ne sont pas pris en compte pour l'application de ces règles sous réserve de ne pas dépasser 1,90m.

UBa 7.2.3 Lorsque la longueur sur rue de la parcelle, mesurée parallèlement à l'alignement, est inférieure à 25 m, toute construction de plus de R doit être dissociée dans son implantation des constructions implantées en limite sur voie, et doit respecter vis-à-vis de ces dernières les prescriptions relatives à l'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété (article 8). Des liaisons en rez-de-chaussée sont autorisées entre des constructions dissociées. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions autorisées au titre de l'article 10.2.2 ni à celles situées en sous-sol.

UBa 7.2.4 Lorsque la longueur sur rue de la parcelle, mesurée parallèlement à l'alignement, est supérieure ou égale à 25 m, toute construction de plus de R doit être dissociée dans son implantation des constructions implantées en limite séparative, et doit respecter vis-à-vis de ces dernières les prescriptions relatives à l'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété (article 8). Des liaisons en rez-de-chaussée sont autorisées entre des constructions dissociées. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions autorisées au titre de l'article 10.2.2 ni à celles situées en sous-sol.

UBa 7.3 Cas particulier

Du côté de la rue Thiers, entre la rue Galliéni et l'avenue Edouard Vaillant, et du côté nord de l'avenue Edouard Vaillant, entre la rue Paul Adolphe Souriau et la rue Thiers, il n'existe pas de bande E.

L'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives est alors régi par le présent article 7 à l'exclusion des articles 7.1.1. et 7.1.2. a), 7.1.2. d) et 7.2.

En outre, les constructions à édifier le long de l'avenue Edouard Vaillant doivent être implantées sur les limites séparatives.

UBa 7.4 Cour commune

Les propriétaires de terrains contigus ont la possibilité, dans les conditions définies par l'article L 451-1 du Code de l'Urbanisme, de ménager entre leurs bâtiments des cours communes respectant les dispositions de l'article 8.

UBa 7.5 Extensions de faible importance

Sont autorisées dans une limite de 20 m² de SHOB les extensions de faible importance visant à une meilleure fonctionnalité des bâtiments (cage d'ascenseur, escalier de secours, travaux tendant à l'amélioration de l'hygiène...) et les vérandas dans une limite de 12m² shon à l'arrière des bâtiments, nonobstant les règles du présent article.

UBa 7.6 Clôture en limite séparative

L'implantation de clôture est autorisée en limite séparative.

UBa 7.7 Contre-courettes

Afin de ne pas porter atteinte aux conditions d'habitabilité d'un bâtiment voisin, il est demandé la création de contre-courettes au moins égales à la courette existante sur le fond voisin nonobstant les règles des articles 7 et 8. Les façades constitutives de ces courettes ne peuvent comporter de baies principales.

UBa 7.8 Dans le secteur UBa1, les constructions à édifier doivent être implantées dans le respect des règles reportées sur le plan de masse.

Gestion des saillies :

Les éléments architectoniques de moins de 40 cm et les balcons de moins de 2 m ne sont pas pris en compte pour l'application de cette règle.

ARTICLE UBa 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIÉTÉ

UBa 8.1 Implantation des constructions, à l'exception du secteur UBa1

Les constructions ou parties de construction implantées sur un même terrain doivent l'être à une distance minimale de 5 m si l'une d'elles comporte des baies principales, cette distance étant mesurée perpendiculairement à chacune des façades.

Cette règle ne s'applique, lorsqu'il s'agit d'équipements collectifs, qu'aux constructions indépendantes.

UBa 8.2 Profil des constructions en vis-à-vis sur un même terrain, à l'exception du secteur UBa1

UBa 8.2.1 Les constructions ou parties de construction implantées sur un même terrain doivent l'être de sorte que :

. face à une partie de construction comportant des baies principales de logement, la partie de construction en vis-à-vis respecte le prospect $H < L + 3$ m, à l'exception du côté ouest de la rue Thiers, entre la rue Galliéni et l'avenue Edouard Vaillant, entre la rue Paul Adolphe Souriau et la rue Thiers, où le prospect à respecter est $H \leq L + 5,20$ m ;

. face à une partie de construction comportant des baies secondaires de logement, la partie de construction en vis-à-vis respecte le prospect $H < 2L$,

H étant la hauteur de la façade en vis-à-vis par rapport au niveau de référence, L étant la distance mesurée perpendiculairement de la partie de façade concernée à la façade en vis-à-vis.

. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux constructions autorisées au titre de l'article 6.1.2.c.

. face à une partie de construction comportant des baies principales de bureau, activité ou commerce, la partie de construction en vis à vis respecte le prospect $H \leq 2L$.

Cette règle ne s'applique, lorsqu'il s'agit d'équipements collectifs, qu'aux constructions indépendantes.

UBa 8.2.2 Les éléments architectoniques de moins de 40 cm de profondeur ne sont pas pris en compte pour l'application de ces règles.

UBa 8.2.3 Afin de valoriser la qualité du paysage urbain environnant en cœur d'îlot et lorsque les constructions à édifier présente un linéaire supérieur à 15m, il peut être exigé des coupures d'au moins 3,5 m de large sur toute leur profondeur. Ces coupures peuvent être imposées soit sur toute leur hauteur, soit à partir de R+2.

UBa 8.3 Extensions de faible importance

Sont autorisées dans une limite de 20 m² de SHOB les extensions de faible importance visant à une meilleure fonctionnalité des bâtiments (cage d'ascenseur, escalier de secours, travaux tendant à l'amélioration de l'hygiène...) et les vérandas dans une limite de 12m² shon à l'arrière des bâtiments, nonobstant les règles du présent article.

UBa 8.4 Implantation des constructions dans le secteur UBa1

L'implantation de plusieurs constructions sur un même terrain est autorisée dans le respect des règles reportées sur le plan de masse.

Gestion des saillies :

Les éléments architectoniques de moins de 40 cm et les balcons de moins de 2 m ne sont pas pris en compte pour l'application de cette règle.

ARTICLE UBa 9 : EMPRISE AU SOL

UBa 9.1 A l'exception du sous-secteur UBa1, l'emprise au sol des constructions doit être inférieure ou égale à 50 % de la superficie du terrain, sauf pour les terrains d'angle d'une surface inférieure ou égale à 2 000 m² pour lesquels ce taux est de 55 %.

UBa 9.2 Pour les équipements publics ou les équipements collectifs privés, l'emprise au sol des constructions doit être inférieure ou égale à 55 %.

UBa 9.3 Extensions de faible importance

Sont autorisées dans une limite de 20 m² de SHOB les extensions de faible importance visant à une meilleure fonctionnalité des bâtiments (cage d'ascenseur, escalier de secours, travaux tendant à l'amélioration de l'hygiène...) et les vérandas dans une limite de 12 m² SHON à l'arrière des bâtiments, nonobstant les règles du présent article.

UBa 9.4 Pour les terrains de moins de 400m² et afin d'assurer la continuité du tissu urbain le long des axes suivants : Route de la Reine, av du Général Leclerc, av Edouard Vaillant (à l'exclusion de son côté nord entre la rue Paul Adolphe Souriau et la rue Thiers), il est autorisé une emprise au sol de 100 % sur la bande E, nonobstant les règles du présent article.

Aucune construction ne sera, dans ce cas, admise au-delà de la bande E.

UB 9.5 Pour les terrains présentant trois façades sur rue et d'une surface inférieure à 250m², l'emprise au sol est portée à 100%.

UBa 9.6 Dans le secteur UBa1, l'emprise au sol des constructions à édifier est fixée par les règles reportées sur le plan de masse.

ARTICLE UBa 10 : HAUTEUR MAXIMUM DES CONSTRUCTIONS

UBa 10.1 Hauteur et gabarit-enveloppe dans la bande E

UBa 10.1.1 En limite d'implantation définie au 6.1.1, les constructions à édifier doivent s'inscrire à l'intérieur d'un gabarit-enveloppe défini par :

- . une verticale, d'une hauteur (HV),
- . un couronnement, d'une hauteur (HC).

Et une horizontale située à la hauteur totale HT au-dessus du niveau de référence au droit de la façade sur rue. La hauteur totale (HT) est la somme de la hauteur de verticale et de la hauteur de couronnement.

UBa 10.1.2 En limite d'implantation, la couleur du filet inscrit sur le Plan Général définit le gabarit-enveloppe comme suit :

filet jaune	R+2 soit 9 m (HV), plus un niveau présentant une pente de 4 pour 1 et une hauteur de 4,5 m (HC), soit une hauteur totale de 13,5 m (HT).
filet orange	R+3 soit 12 m (HV), plus un niveau présentant une pente de 4 pour 1 et une hauteur de 4,5 m (HC), soit une hauteur totale de 16,5 m (HT).
filet bleu	R+4 soit 15 m (HV), plus un niveau présentant une pente de 4 pour 1 et une hauteur de 4,5 m (HC), soit une hauteur totale de 19,5 m (HT).
filet violet	R+5 soit 18 m (HV), plus un niveau présentant un retrait par rapport à la façade de 1,5 m et une hauteur de 4,5 m (HC), soit une hauteur totale de 22,5 m (HT).
filet rouge	R+5 soit 18 m (HV), plus deux niveaux présentant un retrait par rapport à la façade de 1,5 m et une hauteur de 7,5 m (HC), soit une hauteur totale de 25,5 m (HT).
filet noir	R+6 soit 21 m (HV), plus deux niveaux présentant un retrait par rapport à la façade de 1,5 m et une hauteur de 7,5 m (HC), soit une hauteur totale de 28,5 m (HT).

UBa 10.1.3 La mise en valeur du paysage urbain justifie que l'on minimise les murs-pignons et que l'on comble les dents creuses. C'est pourquoi, nonobstant les règles de hauteur énoncées en 10.1 :

- lorsqu'il existe sur un fonds voisin un immeuble contigu dont la hauteur diffère de la hauteur totale indiquée pour les constructions à édifier, il peut être exigé que ces dernières s'inscrivent dans la limite du mur pignon sur lequel elles s'adosent, sur une longueur d'au moins 3 m, cette longueur ne pouvant dépasser 30% du linéaire de la façade,
- lorsque la hauteur des deux immeubles contigus est supérieure à la hauteur indiquée pour les constructions à édifier, et que la distance entre ces deux immeubles est inférieure à 20 m, il peut être exigé que les constructions à édifier combent la dent creuse en adoptant le gabarit-enveloppe le plus proche du plus petit des deux immeubles.

Dans les cas a) et b), la hauteur des constructions à édifier est limitée à la hauteur totale indiquée par le filet plus ou moins deux niveaux, soit 6 m.

UBa 10.1.4. A l'angle de deux gabarits-enveloppes différents, et pour les terrains d'angle, le gabarit-enveloppe le plus important peut être appliqué en retournement sur une longueur

- . de 20 m maximum si le gabarit-enveloppe le moins important est indiqué par un filet violet ou rouge,
- . de 15 m maximum si le gabarit-enveloppe le moins important est indiqué par un filet jaune, orange ou bleu, nonobstant les règles de hauteur énoncées en 10.1.

En cas de pan coupé, le calcul de la longueur de retournement s'effectue à partir de l'extrémité du pan coupé.

UBa 10.1.5 Les dépassements du gabarit-enveloppe :

- . ne sont pas autorisés pour les machineries d'ascenseur, de réfrigération ou de climatisation, qui doivent être intégrés dans le volume de couronnement,
- . sont autorisés pour les antennes, les souches de cheminée ainsi que pour les édicules d'agrément liés à la jouissance d'une terrasse paysagée ; ces édicules, d'une surface unitaire inférieure ou égale à 20 m² de

SHOB et d'une hauteur inférieure ou égale à 2,50 m, doivent présenter une surface totale inférieure ou égale à 10 % de l'emprise de la terrasse,

. sont autorisés, dans la limite de la hauteur totale (HT), notamment pour :

- les acrotères
- en continuité avec les saillies de façade, et dans la limite de 30% du linéaire de façade les balcons, les oriels, les loggias et les lucarnes.

. sont autorisés lorsque les nouvelles constructions sont situées à l'intérieur de la limite de la zone inondable telle que définie à l'annexe 6.11. Le dépassement autorisé de la hauteur totale (HT) et de la hauteur de verticale (HV) correspondant au différentiel entre le niveau de référence et la cote casier imposée.

. peuvent être autorisés pour les dispositifs liés à la production d'énergie renouvelable dès lors qu'ils ne compromettent pas l'esthétique générale du bâtiment,

. peuvent être autorisés pour les gardes corps et motifs architectoniques (balcons...) ou sculpturaux dès lors qu'ils renforcent l'esthétique générale du bâtiment.

. peuvent être autorisés pour les pare-vues sous réserve de ne pas dépasser 1,90m.

UBa 10.1.6 Pour favoriser l'implantation des commerces à rez-de-chaussée le long des rues commerçantes mentionnées à l'article 11.9, la hauteur du rez-de-chaussée dans les constructions à édifier le long de ces voies doit au minimum atteindre 3 m.

UBa 10.1.7 Lorsque les constructions à édifier sont affectées au moins à un tiers de la SHON à l'usage de bureaux, d'activités et/ou d'équipements collectifs, et afin de tenir compte des contraintes techniques qui s'imposent alors, un supplément de hauteur est accordé. Les gabarits-enveloppes sont définis comme suit :

une verticale, d'une hauteur (HV),

. un couronnement, d'une hauteur (HC).

Et une horizontale située à la hauteur totale HT au-dessus du niveau de référence au droit de la façade sur rue.

La hauteur totale (HT) est la somme de la hauteur de verticale et de la hauteur de couronnement.

filet jaune	R+2 soit 9 m (HV), plus un niveau présentant une pente de 4 pour 1 et une hauteur de 4,5 m (HC), soit une hauteur totale de 13,5 m (HT).
filet orange	R+3 soit 12 m (HV), plus un niveau présentant une pente de 4 pour 1 et une hauteur de 4,5 m (HC), soit une hauteur totale de 16,5 m (HT).
filet bleu	R+4 soit 17 m (HV), plus un niveau présentant une pente de 4 pour 1 et une hauteur de 4,5 m (HC), soit une hauteur totale de 21,5 m (HT).
filet violet	R+5 soit 20,5 m (HV), plus un niveau présentant un retrait par rapport à la façade de 1,5 m et une hauteur de 4,5 m (HC), soit une hauteur totale de 25 m (HT).
filet rouge	R+5 soit 20,5 m (HV), plus deux niveaux présentant un retrait par rapport à la façade de 1,5 m et une hauteur de 7,5 m (HC), soit une hauteur totale de 28 m (HT).
filet noir	R+6 soit 23,5 m (HV), plus deux niveaux présentant un retrait par rapport à la façade de 1,5 m et une hauteur de 7,5 m (HC), soit une hauteur totale de 31 m (HT).

UBa 10.2 Hauteur au-delà de la bande E

UBa 10.2.1

a) Pour les filets jaunes, la hauteur de construction est limitée à la hauteur de verticale indiquée pour la bande E, sauf pour les constructions implantées en limite séparative où la hauteur est limitée à R+1, soit une hauteur totale de 7,50 m au-dessus du niveau de référence. En cas de terrain traversant, on considérera la plus petite des hauteurs de verticale.

b) Pour les filets orange à noir

. Pour les parcelles d'une surface inférieure ou égale à 2000 m², et dont une des largeurs entre les limites séparatives joignant l'alignement au-delà de la bande E est inférieure à 40m, le plafond maximal des constructions à édifier est porté à R+3 (12 m), sauf pour les constructions implantées en limite séparative où la hauteur est limitée à R+1, soit une hauteur totale de 7,50 m au-dessus du niveau de référence. Une répartition des hauteurs est imposée dans la limite des emprises maximales définies à l'art 9 : 20% à R+3,

40% à R+2, 40% à R+1. Une variation de + ou – 5% est tolérée pour chacune de ces hauteurs pour améliorer la cohérence du plan masse.

. Pour les parcelles d'une surface supérieure à 2000 m², la hauteur de construction est limitée à la hauteur de verticale indiquée pour la bande E, sauf pour les constructions implantées en limite séparative où la hauteur est limitée à R+1, soit une hauteur totale de 7,50 m au-dessus du niveau de référence. En cas de terrain traversant, on considérera la plus petite des hauteurs de verticale.

. Pour les parcelles d'angle, seul le seuil de surface des 2000m² sera appliqué.

UBa 10.2.2 Toutefois, lorsqu'il existe sur le fonds voisin un immeuble pérenne d'une hauteur minimale de 5m, implanté lui-même en limite, les constructions à édifier en limite séparative peuvent s'élever à la hauteur du mur pignon sur lequel elles s'adossent, dans la limite de la hauteur de verticale indiquée par le filet du terrain et dans la limite des hauteurs plafonds définies aux articles 10.2.1.a et 10.2.1.b. En cas de terrain traversant, on considérera la plus petite des hauteurs de verticale.

UBa 10.2.3 Les dépassements de la hauteur de verticale :

. ne sont pas autorisés pour les machineries d'ascenseur, de réfrigération ou de climatisation, qui doivent être intégrés dans le volume de couronnement,

. sont autorisés pour les antennes, les souches de cheminée ainsi que pour les édicules d'agrément liés à la jouissance d'une terrasse paysagée ; ces édicules, d'une surface unitaire inférieure ou égale à 20 m² de SHOB et d'une hauteur inférieure ou égale à 2,50 m doivent présenter une surface totale inférieure ou égale à 10 % de la surface de la terrasse,

. sont autorisés pour les rambardes et les acrotères, les lucarnes ainsi que pour les motifs architectoniques, oriels, loggias édifiés en continuité avec les saillies de façades, dans la limite de 1.20m au-dessus de la hauteur de verticale, pour les pare-vues dans la limite de 1,90m au-dessus de la hauteur verticale.

UBa 10.3 Cas particulier

Du côté de la rue Thiers, entre la rue Galliéni et l'avenue Edouard Vaillant, et du côté nord de l'avenue Edouard Vaillant, entre la rue Paul Adolphe Souriau et la rue Thiers, il n'existe pas de bande E.

La hauteur maximum des constructions est alors régie par le présent article 10 à l'exclusion de l'article 10.2.

UBa 10.4 Mesure de la hauteur

La hauteur se mesure à partir du niveau de référence.

UBa 10.5 Hauteur des constructions dans les emprises publiques

Les constructions nécessaires au fonctionnement des jardins, cimetières et marchés publics sont autorisées dans la limite d'une hauteur totale de 9m.

UBa 10.6 Dans le secteur UBa1, la hauteur des constructions à édifier est fixée par les règles reportées sur le plan de masse.

ARTICLE UBa 11 : ASPECT EXTÉRIEUR

UBa 11.1 Mise en valeur de l'espace urbain

- a) Toute construction, modification de bâtiment ou utilisation du sol peut être refusée, ou n'être accordée que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales, si les constructions par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.
- b) Afin de valoriser le paysage en cœur d'îlot, il pourra être exigé que les constructions à édifier sur rue offrent une transparence en rez de chaussée vers l'intérieur de l'îlot.
- c) Le nombre de portes de garage sur rue devra être limité et s'appréciera en fonction du linéaire de façade et du programme.

UBa 11.2 Matériaux. Mise en œuvre

UBa 11.2.1 Les matériaux employés doivent contribuer à l'expression architecturale des constructions à édifier. L'emploi de matériaux dits réfléchissants est interdit. L'intégration de surfaces destinées à la captation de l'énergie solaire est autorisée en façade et en toiture sous réserve qu'elles fassent partie de l'expression architecturale.

UBa 11.2.2 La mise en œuvre des matériaux doit garantir dans le temps une bonne tenue. Les matériaux fabriqués en vue d'être recouverts d'un parement ou d'enduit, ne peuvent être laissés apparents.

UBa 11.2.3 A l'occasion du ravalement des façades des bâtiments anciens, les modénatures ainsi que les balcons et volets d'origine devront être maintenus. Les matériaux utilisés seront en harmonie avec le caractère du bâtiment existant. Les revêtements en ciment gris sont interdits, ainsi que la peinture de la pierre de taille.

UBa 11.3 Pignons

UBa11.3.1 La création des pignons doit être en règle générale évitée. Les pignons éventuellement créés doivent être traités en harmonie avec les façades.

UBa11.3.2 Les murs pignons des bâtiments existants rendus apparents par une construction nouvelle ou à la suite de la démolition d'une construction jointive doivent recevoir un habillage en harmonie avec les bâtiments existants.

UBa 11.4 Toitures

Le traitement des toitures doit être de qualité, en particulier pour les bâtiments de petite hauteur. Un souci d'harmonie avec les bâtiments environnants doit guider le choix du profil de couronnement en particulier sa pente, sa géométrie et son orientation. Tout édicule en toiture doit faire l'objet d'un traitement architectural soigné. En cas d'adossement à des pignons, les souches de cheminées seront ramenées aux pignons.

UBa 11.5 Façades latérales et arrières. Constructions annexes. Clôtures et pare-vues. Accessoires.

UBa 11.5.1 Les façades latérales et arrières doivent être traitées avec le même soin que les façades principales.

UBa 11.5.2 Le traitement des constructions annexes, garages, extensions, doit être en harmonie avec la construction principale, tant par le choix des matériaux que par la qualité de finition. En particulier, les ouvrages de ventilation des parcs de stationnement, qui ne comptent pas au titre des espaces libres conformément à l'article 13.1.1, doivent faire l'objet d'un traitement architectural soigné.

UBa 11.5.3 Les clôtures doivent être traitées en harmonie avec le caractère dominant du quartier. Les pare-vues sont autorisés sous réserve de s'harmoniser avec le bâti créé et notamment en termes de matériaux.

UBa 11.5.4 Les antennes, paraboliques ou autres, doivent être installées en toiture, en retrait des façades.

UBa 11.6 Travaux sur les bâtiments dits de référence

UB 11.6.1 Les surélévations et les démolitions totales sont interdites.

Les travaux de réhabilitation sur les bâtiments dits de référence doivent concourir à mettre en valeur le caractère originel des bâtiments. Des extensions contemporaines et reconversions partielles sont admises lorsqu'elles participent à la mise en valeur de l'édifice.

UB 11.6.2 La suppression d'ajouts dénaturant les bâtiments pourra être imposée. Les démolitions partielles permettant une meilleure fonctionnalité des bâtiments peuvent être autorisées, sous réserve de ne pas porter atteintes aux caractéristiques structurelles, spatiales ou bien décoratives des bâtiments.

UBa 11.7 Travaux sur les bâtiments à caractère patrimonial

UBa 11.7.1 Les travaux de réhabilitation sur les bâtiments à caractère patrimonial doivent concourir à mettre en valeur le caractère originel des bâtiments. Certaines adjonctions contemporaines et reconversions partielles sont admises lorsqu'elles participent à la mise en valeur de l'édifice.

UBa 11.7.2 La suppression d'ajouts dénaturant les bâtiments pourra être imposée.

UBa 11.8 Travaux dans les ensembles à caractère patrimonial

Les travaux dans les ensembles urbains ou bâtis à caractère patrimonial devront respecter les éléments de composition communs à l'ensemble : hauteur, volumétrie, matériaux et implantation.

Dans les ensembles urbains une attention particulière sera portée aux espaces bâtis et non bâtis en relation avec l'espace public.

En particulier il pourra être exigé, nonobstant le gabarit-enveloppe, d'ajuster la forme du couronnement pour assurer une meilleure insertion dans l'environnement.

UBa 11.9 Soubassements

Les façades du rez-de-chaussée situées sur les voies mentionnées ci-après devront être principalement traitées en vitrine :

Boulevard Jean-Jaurès

Avenue Edouard Vaillant

Avenue du Général Leclerc

Route de la Reine

Avenue André Morizet entre Marcel Sembat et rue d'Aguesseau

Boulevard de la République entre Marcel Sembat et rue Thiers

ARTICLE UBa 12 : STATIONNEMENT

UBa 12.1 Dispositions générales

Lors de toute opération soumise à autorisation d'urbanisme, des emplacements de stationnement pour véhicules doivent être aménagés selon les prescriptions énoncées ci-dessous. Parmi les véhicules à faire stationner, on distinguera les vélos, deux roues motorisés, les automobiles, les véhicules de livraison, les autocars.

UBa 12.2 Emplacements à réaliser

UBa 12.2.1 Les emplacements à réaliser au minimum sont déterminés selon le tableau ci-après. Le calcul du nombre de places sera arrondi au nombre entier inférieur.

UBa 12.2.3 Lorsqu'une construction comporte plusieurs affectations, les normes afférentes à chacune d'elles seront appliquées au prorata de la superficie hors œuvre nette de plancher qu'elles occupent.

UBa 12.2.4 Pour les logements, les places accessibles par une autre place sont admises dans le décompte des places dues à la condition que chaque logement dispose d'une place de tête minimum.

UBa 12.3 Exemptions et compensations

UBa 12.3.1 Les exemptions concernant les automobiles correspondent aux cas suivants:

- *extensions de faible importance* : les travaux correspondants à des extensions de moins de 10 % de la SHON préexistante sont exemptés,
- *logements sociaux* : aucune place ne sera exigée pour la transformation, amélioration ou, dans le cas où l'unité foncière est inférieure à 1 200m², construction de bâtiments affectés à du logement aidé. Cette règle ne s'applique pas aux logements de catégorie intermédiaire
- *activités et commerces de proximité* : les locaux affectés à ces usages sont exemptés lorsque leur SHON totale est inférieure ou égale à 150 m² sur l'unité foncière.

UBa 12.3.2 Si, pour des raisons d'ordre technique, architectural ou urbanistique, il s'avère impossible de réaliser les stationnements prévus au tableau, le constructeur peut être autorisé à ne pas réaliser tout ou partie des places de stationnement prévues en apportant la preuve :

- . soit qu'il réalise ou fait réaliser simultanément les dites places dans un voisinage de 400 m,
- . soit qu'il les obtient par sous-concession ou par acquisition dans un parc de stationnement situé dans un voisinage de 400 m ; dans le cas d'une sous-concession, la durée du contrat doit être au moins de 20 ans,
- . soit qu'il verse une compensation financière correspondant au nombre de places manquantes ; le montant unitaire de cette compensation est fixé par délibération du Conseil Municipal ;

Les compensations ci-dessus peuvent porter sur 100 % des places si le total des places à réaliser est inférieur ou égal à 4 places, sur 30 % si le total est supérieur à ou égal à 5 places.

La possibilité de compenser financièrement les places manquantes, à hauteur de 100 % du nombre de places à réaliser, est également autorisée pour les terrains présentant une façade de moins de 15 m, et pour les restructurations-extensions sur les ensembles immobiliers existants.

Lors de la transformation d'une place de stationnement située en rez-de-chaussée et attenante à la rue en SHON, les règles prévues précédemment peuvent être applicables.

UBa 12.3.3 En cas de travaux sur bâtiments existants, il ne sera exigé que la différence entre les besoins nouveaux et les besoins avant travaux, c'est à dire après démolition, tels que définis à l'article 12.2.1. Le nombre des places préexistantes aux travaux devra être conservé dans la limite des besoins réglementaires.

UBa 12.4 Normes géométriques

UBa 12.4.1 Pour les vélos, on retient une surface de 0,75 m² par véhicule pour le calcul des aires de stationnement.

UBa 12.4.2 Pour les deux roues motorisés, on retient une surface de 2 m² par véhicule pour le calcul des aires de stationnement.

UBa 12.4.3 Pour les automobiles, les places de stationnement doivent avoir les caractéristiques minimales suivantes :

- . longueur : 5 m ; largeur : 2,30 m ; dégagement utile : 5,50 m.

On retient une surface de 28 m² par véhicule pour le calcul des aires de stationnement.

Les rampes d'accès doivent avoir les caractéristiques suivantes :

- largeur . sens unique 3,50 m
- . double sens 3,50 m (jusqu'à 100 places) / 5,00 m (au-delà de 100 places)

pente inférieure à 5 % à partir de la limite d'implantation sur une longueur d'au moins 5 m.

En cas de système mécanisé, il doit être prévu une aire d'attente d'au moins 5 m en dehors de la voirie, au-delà de 10 places desservies.

Chaque projet pourra comporter 10 % de ces besoins couverts par des places commandées respectant les dimensions suivantes : longueur 8,70 m, largeur 2,30m, dégagement 6m, pour un ensemble comportant une place commandée, chaque logement devra posséder une place à accès directe.

UBa 12.4.4 Pour les véhicules de livraison, on retient les mêmes normes qu'en 12.4.3. L'accès aux aires de livraison doit présenter une hauteur libre de 3,50 m.

UBa 12.4.5 Pour les autocars, une place de stationnement équivaut à 4 places de stationnement de véhicules particuliers, soit 112 m². L'accès doit présenter une hauteur libre d'au moins 3,50 m.

UBa 12.5 Insertion des emplacements

UBa 12.5.1 Les prescriptions du présent article doivent être remplies en dehors du domaine public. En particulier, ne peuvent empiéter sur le domaine public la partie des rampes à faible pente et les aires d'attente.

UBa 12.5.2 Pour les autocars desservant les hôtels de tourisme de plus de 200 chambres, une aire de dépose et de reprise permettant l'évolution des autocars doit être prévue sur le terrain. Il est admis que cette aire puisse participer aux aires de stationnement exigées pour les autocars à l'article 12.1.1.

UBa 12.5.3 Lorsqu'un terrain donne sur plusieurs voies, la localisation de l'accès au stationnement des véhicules particuliers (entrée et sortie) pourra être imposée en fonction de la nature et de l'importance respectives des voies de desserte ainsi que du futur programme.

UBa 12.5.4 Les emplacements de stationnement doivent être réalisés en sous-sol, à l'exception :

- . des places de livraison et des places d'autocars, pour les hôtels, bureaux, commerces et activités, dans la limite de 5 places, ces places devant alors être aménagées sur l'espace libre à dégager conformément à l'article 13.1.3
- . des places automobiles, pour les logements, hôtels, bureaux, commerces, activités et équipements, dans la limite de 5 places, ces places devant alors être aménagées sur l'espace libre à dégager conformément à l'article 13.1.1.
- . La proportion d'espaces libres dédiés au stationnement sera inférieure ou égale à 50%.
- . des places pour les vélos et les deux-roues motorisées pour les équipements d'enseignement secondaire, qui seront réalisées en rez-de-chaussée ou sur les espaces libres.
- . d'une place pour automobile par unité foncière qui pourra être réalisée en rez-de-chaussée, si l'unité foncière ne comprend qu'une place de stationnement.

Le stationnement des vélos et motos, pour le logement, doit être aménagé en sous-sol ou au rez de chaussée dans des locaux de moins de 30 m²,

A noter que les places de stationnement pour les deux roues motorisées peuvent être regroupées avec les places pour automobiles.

	vélos	deux roues motorisés	automobiles	livraison et autocars
LOGEMENT logement aidé hors art. 12.1.3 :	0,5 % de la SHON, avec au minimum 1 place par logt.	0,5 % de la SHON avec au minimum 10 m ² d'aire	studio, 2 pièces : 1 place 3 à 5 pièces : 1,5 place 6 pièces et plus : 2 places 0,7 place par logement	néant
FOYER étudiant travailleur Autre foyer	0,5 % de la SHON avec au minimum : . 10 m ² d'aire, et . 1 place par chambre 0,5 % de la SHON avec au minimum : . 10 m ² d'aire, et . 1 place par chambre 0,1 % de la SHON	0,5 % de la SHON 0,5 % de la SHON 0,1 % de la SHON	1 place pour 4 chambres 1 place pour 5 chambres 1 place pour 5 chambres	néant
HOTEL	0,1 % de la SHON	0,1 % de la SHON	0,33 place par chambre	- livraison : une aire de 100 m ² à partir de 200 chambres. - autocar : un emplacement à partir de 200 chambres, plus un emplacement par fraction supplémentaire de 100 chambres.
BUREAUX	0,5 % de la SHON	0,5 % de la SHON	40 % de la SHON	livraison : une aire de 100 m ² à partir de 6 000 m ² de shon

COMMERCE Shon < 150 m ² shon < 1000 m ² shon ≥ 1000 m ²	néant néant 0,5 % de la SHON	néant néant 0,5 % de la SHON	néant 30 % de la SHON 60 % de la SHON	livraison : un emplacement à partir de 1000 m ² de shon, plus un emplacement par fraction supplémentaire de 1 000 m ²
ACTIVITÉ Shon < 150 m ² Shon ≥ 150 m ²	0,5 % de la SHON 0,5 % de la SHON	0,5 % de la SHON 0,5 % de la SHON	néant 40 % de la SHON	livraison : une aire de 100 m ² à partir de 6 000 m ² de shon
ÉQUIPEMENT santé enseignement autre SHON < 2 000 m ² SHON > 2 000 m ²	0,1 % de la SHON 1 % de la SHON, pour le secondaire et le supérieur 0,1 % de la SHON	0,1 % de la SHON 0,5 % de la SHON, pour le secondaire et le supérieur 0,1 % de la SHON	15 % de la SHON 1 place par classe et une aire réservée aux cycles néant 10% de la SHON	néant

TABLEAU DES EMPLACEMENTS DE STATIONNEMENT EXIGÉS AU TITRE DE L'ARTICLE 12.2.1.

ARTICLE UBa 13 : ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

UBa 13.1 Définition et surfaces minimales

UBa 13.1.1 Les espaces libres sont les espaces ne comportant aucun ouvrage au-dessus du terrain naturel. Ils comprennent : des espaces minéraux (allées, cours, esplanades, coursives, espaces sous marquises), des jardins, des éléments techniques à la condition qu'aucun bâti ou édifice ne leur soient associés, des places de stationnement, dans les limites prescrites à l'article 12.5.4.

UBa 13.1.2 Les marges de reculement, retraits et reculs font partie des espaces libres.

UBa 13.1.3 Au moins 50 % des espaces libres résultant de l'application de l'article 9 doivent être de pleine terre, c'est-à-dire présenter une épaisseur de terre végétale minimale de 2,30 m. Pour les équipements collectifs d'enseignement, 30% des espaces libres seront en pleine terre.

UBa 13.1.4 Seront comptabilisés en espaces libres de pleine terre les espaces d'un minimum de 5 m².

UBa 13.2 Traitement et aménagement

UBa 13.2.1 Au moins 80% des espaces libres réglementaires doivent être aménagés entre plus ou moins 0,5 m par rapport aux terrains naturels.

UBa 13.2.2 Les espaces libres doivent être aménagés selon une composition paysagère soignée, adaptée à l'échelle du terrain et aux lieux environnants. Cette composition privilégiera :

- . la contiguïté avec les espaces libres des terrains voisins,
- . la création d'espaces libres d'une géométrie simple,

UBa 13.2.3 Les espaces minéraux doivent être sablés, dallés ou pavés selon les règles de l'art. Afin de ne pas accentuer l'imperméabilisation des sols, les espaces bitumés ou enrobés seront limités.

UBa 13.2.4 Au-delà de la bande E, la plantation d'un arbre à moyen ou grand développement par fraction de 100 m² d'espace libre est exigée.

Du côté ouest de la rue Thiers, entre la rue Gallieni et l'avenue Édouard Vaillant, et du côté nord de l'avenue Édouard Vaillant, entre la rue Paul-Adolphe Souriau et la rue Thiers, il n'existe pas de bande E. Il y est exigé la plantation d'un arbre à moyen ou grand développement par fraction de 150 m² d'espace libre.

Les arbres existants, conservés ou remplacés, sont pris en compte dans ce calcul.

UBa 13.3 Protection spécifique de certains arbres et jardins

UBa 13.3.1 Toute construction à édifier devra sauvegarder et mettre en valeur les arbres et jardins inscrits au plan comme étant à protéger (cf. annexes II et III). Pour les jardins, toute modification des terrains concernés ne peut être effectuée que dans la mesure où il n'est porté atteinte ni à la superficie, ni à l'unité, ni au caractère des dits jardins. Pour les arbres, le périmètre de protection correspond à l'emprise du cercle dont la circonférence est celle de l'envergure de l'arbre et dont le centre est le centre du tronc de l'arbre au niveau du sol. Dans le périmètre de protection des arbres, il est interdit de réduire la perméabilité du sol.

UBa 13.2.2 En application de l'article L. 442-2 du code de l'urbanisme, tout travaux ayant pour effet de détruire un élément de paysage identifié au titre de l'article L. 123-1, 7° sera soumis à autorisation au titre des Installations et Travaux Divers. L'autorisation délivrée pourra prescrire le remplacement par des arbres équivalents.

UBa 13.3.2 Tout abattage d'arbre à grand développement est interdit. Toutefois, si un tel abattage est rendu nécessaire par l'édification d'une construction, il peut être exigé, sous réserve que les contraintes physiques du terrain le permettent, une plantation équivalente en nombre de sujets de façon à contribuer au maintien du patrimoine arboré de la Ville.

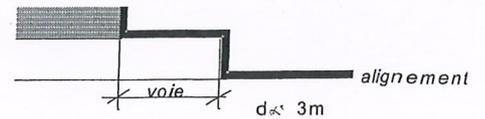
UBa 13.3.3 La traversée des espaces de pleine terre par les réseaux divers peut être interdite au cas où elle met en danger des arbres protégés.

SCHEMAS EXPLICATIFS

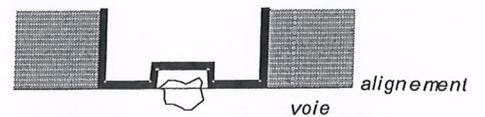
6.1.1. Implantation des constructions par rapport aux voies et emprise publiques



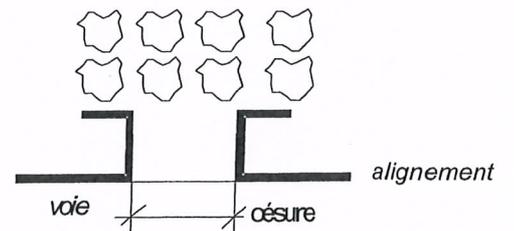
6.1.2.a Règle de raccordement avant



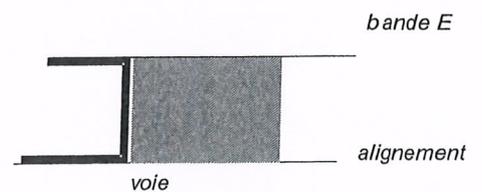
6.1.2.b Préservation des arbres



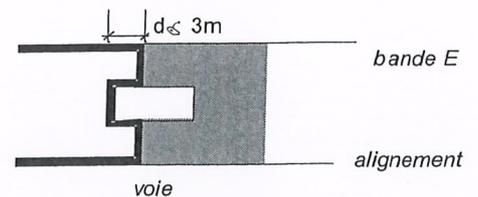
6.1.2.c Mise en valeur des espaces verts intérieurs et animation des façades



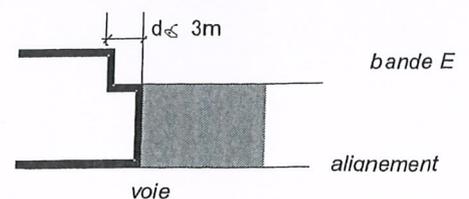
7.1.1 Implantation des constructions dans une bande de 15 m à partir du filet

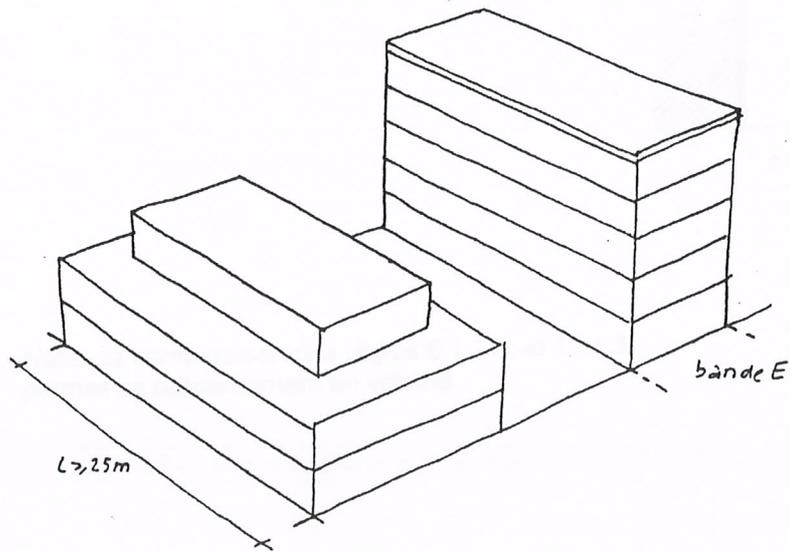
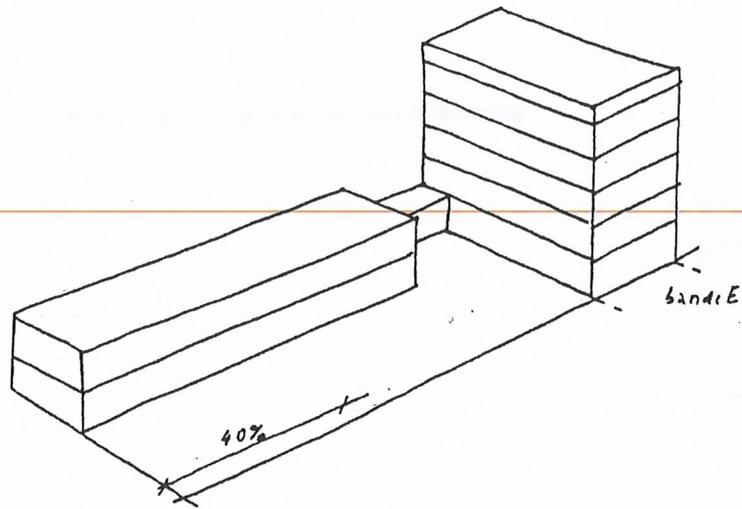
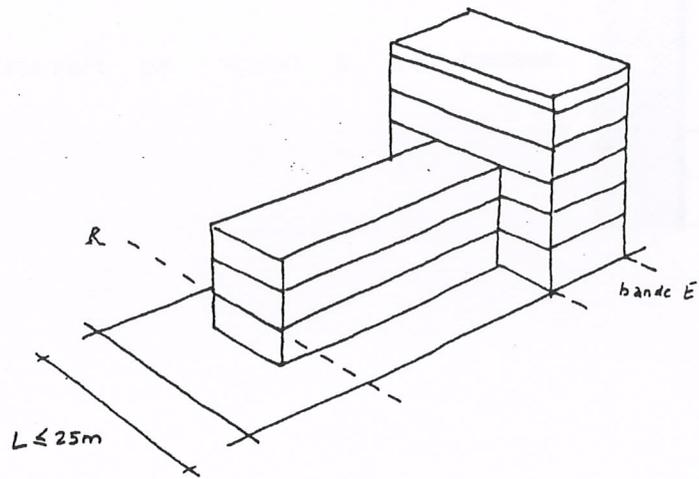


7.1.2 a. Respect des conditions d'habitabilité d'un immeuble voisin



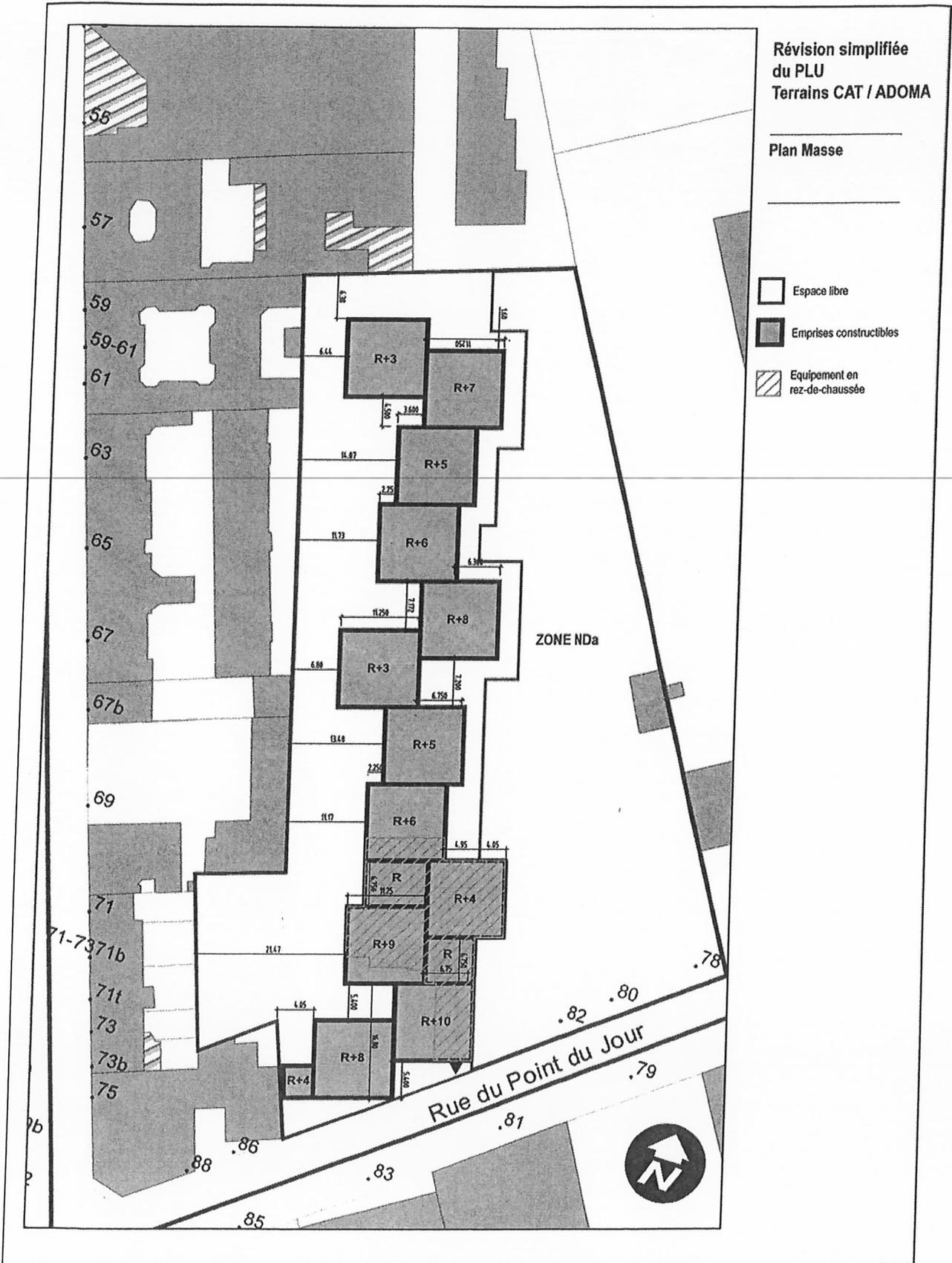
7.1.2 b. Règle de raccordement arrière

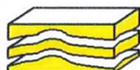




Types de dispositions *interdites* en cœur d'îlot : en haut, immeuble en T dans une parcelle en lanière ; au milieu, construction occupant une part trop importante de la limite parcellaire ; en bas, construction en « pyramide » s'étalant sur toute la surface.

SECTEUR DE PLAN MASSE UBa1





Renseignements sur les anciennes carrières et la dissolution du gypse antéludien

Date de la demande : 27/12/2016		Références : 786728												
<input type="checkbox"/> Renseignement fournis selon le plan joint														
<table border="1" style="margin: auto;"> <tr><td>9</td><td>2</td><td>1</td><td>0</td><td>0</td></tr> </table> Code postal	9	2	1	0	0	<table border="1" style="margin: auto;"> <tr><td></td><td>A</td><td>T</td></tr> </table> Sect. Cadast.		A	T	<table border="1" style="margin: auto;"> <tr><td>0</td><td>0</td><td>6</td><td>1</td></tr> </table> Parcelle	0	0	6	1
9	2	1	0	0										
	A	T												
0	0	6	1											
Adresse : 53 AVENUE ÉDOUARD VAILLANT 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT		Votre référence : RUS16021												
Adresse complémentaire : 1, rue Cacheux														
Parcelles complémentaires :														

Les renseignements ci-dessous sont donnés à titre indicatif. Il est rappelé que le propriétaire du sol est aussi propriétaire du sous-sol (art. 552 du Code Civil).

Ces informations ne sont pas suffisantes pour compléter l'état des risques naturels et technologiques en application des articles L 125-5 et R 125-26 du Code de l'Environnement

Les renseignements concernant la présence, la position, la nature des anciennes carrières, galeries souterraines et autres cavages abandonnés sont communiqués dans l'état actuel des connaissances acquises par l'inspection générale des carrières et sous réserve de vérification par tous les moyens appropriés

1° Possibilité de dissolution du gypse antéludien :

Possibilité de dissolution du gypse antéludien - Seine-Saint-Denis par arrêtés préfectoraux du 21 mars 1986 et 18 avril 1995 (PPR) ⁽¹⁾

2° Par rapport aux zones de carrières connues :

en dehors en zone de carrière ⁽¹⁾ possibilité de remblais dus à d'anciennes sablières, glaisières, ou a du nivellement ⁽¹⁾

3° Particularités du sous-sol :

	T	Pa	Pr		T	Pa	Pr
ancienne carrière de calcaire grossier souterraine	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	ancienne carrière de gypse souterraine	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
ancienne carrière de calcaire grossier à ciel ouvert	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	ancienne carrière de gypse à ciel ouvert	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
ancienne carrière de craie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	ancienne sablière	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
ancienne glaisière	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Autre :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

T : en totalité, Pa : en partie, Pr : à proximité

4° Nature des travaux réalisés pour la stabilité du bâti faisant partie de la propriété :

	Pa		Pa
<input type="checkbox"/> Aucun (ou non communiqués à l'IGC)		<input type="checkbox"/> Consolidations souterraines en carrière par piliers	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Fondations superficielles armées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> Consolidations souterraines par injection	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Fondations profondes prenant appui sur le sol de la Carrière <input type="checkbox"/> à ciel ouvert <input type="checkbox"/> souterraine	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> Remblaiement de la carrière	<input type="checkbox"/>
		<input type="checkbox"/> Autre :	<input type="checkbox"/>

Pa : en partie

⁽¹⁾ Pour ces propriétés, il peut être prescrit des travaux de reconnaissance ou de confortement du sous-sol et/ou de fondations dans le cas d'une demande d'autorisation de bâtir

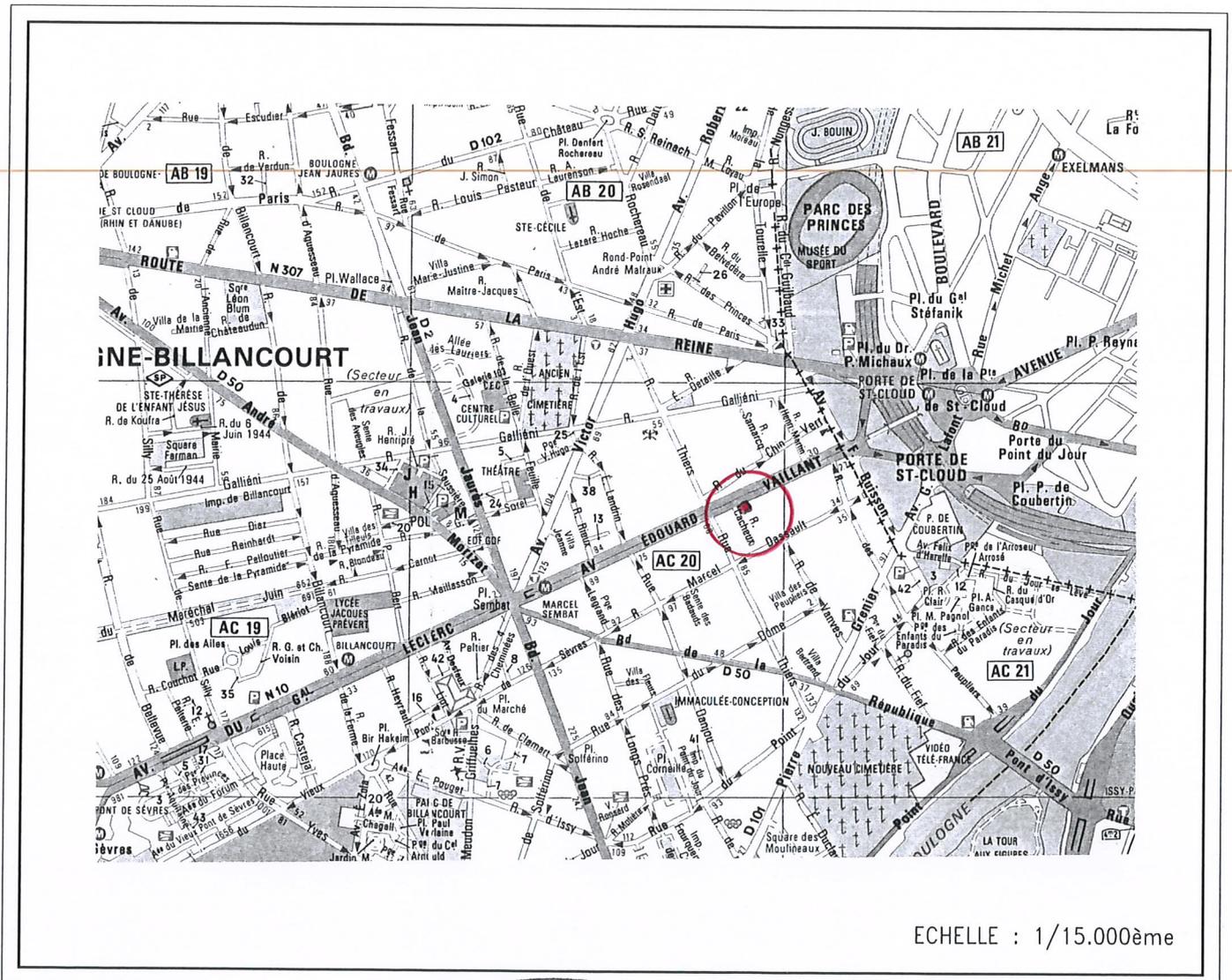
Département des HAUTS DE SEINE
Commune de BOULOGNE BILLANCOURT

53, avenue Edouard Vaillant - 1, rue Cacheux
Propriété appartenant aux Copropriétaires

PLAN DE SITUATION

CADASTRE :

Section : AT
Numéro : 61



ECHELLE : 1/15.000ème



BARRERE DUFU S.A.R.L.
Géomètres Experts
Anciennement Sté. Azimuth Topo, S.A.P. BARRERE et Cabot
92210 SAINT CLOUD
4, rue de Béarn, 92210 Saint Cloud
Tél. 01 46 02 47 80
Fax 01 46 02 47 81
E-mail : stcloud@barrere-dufauf.fr



Décembre 2016

RUS16021

Département des HAUTS DE SEINE
Commune de BOULOGNE BILLANCOURT

53, avenue Edouard Vaillant – 1, rue Cacheux
Propriété appartenant aux Copropriétaires

PLAN FIGURATIF
(Extrait du Plan Cadastral)

CADASTRE :

Echelle : 1/1000ème

Section : AT
Numéro : 61



Bernard BARRERE & Olivier DUFU
BARRERE-DUFU Géomètres Experts
Anciennement Sté. Azimut Topo. E.P.B. BARRERE et DUFU
4 rue de Béarn, 92200 Saint-Cloud
Tél: 01.46.02.47.80 - Fax: 01.46.02.47.81
E-mail : stcloud@barrere-dufau.com



GÉOMÈTRE-EXPERT
CONSEILLER VALORISER GARANTIR

Décembre 2016

RUS16021

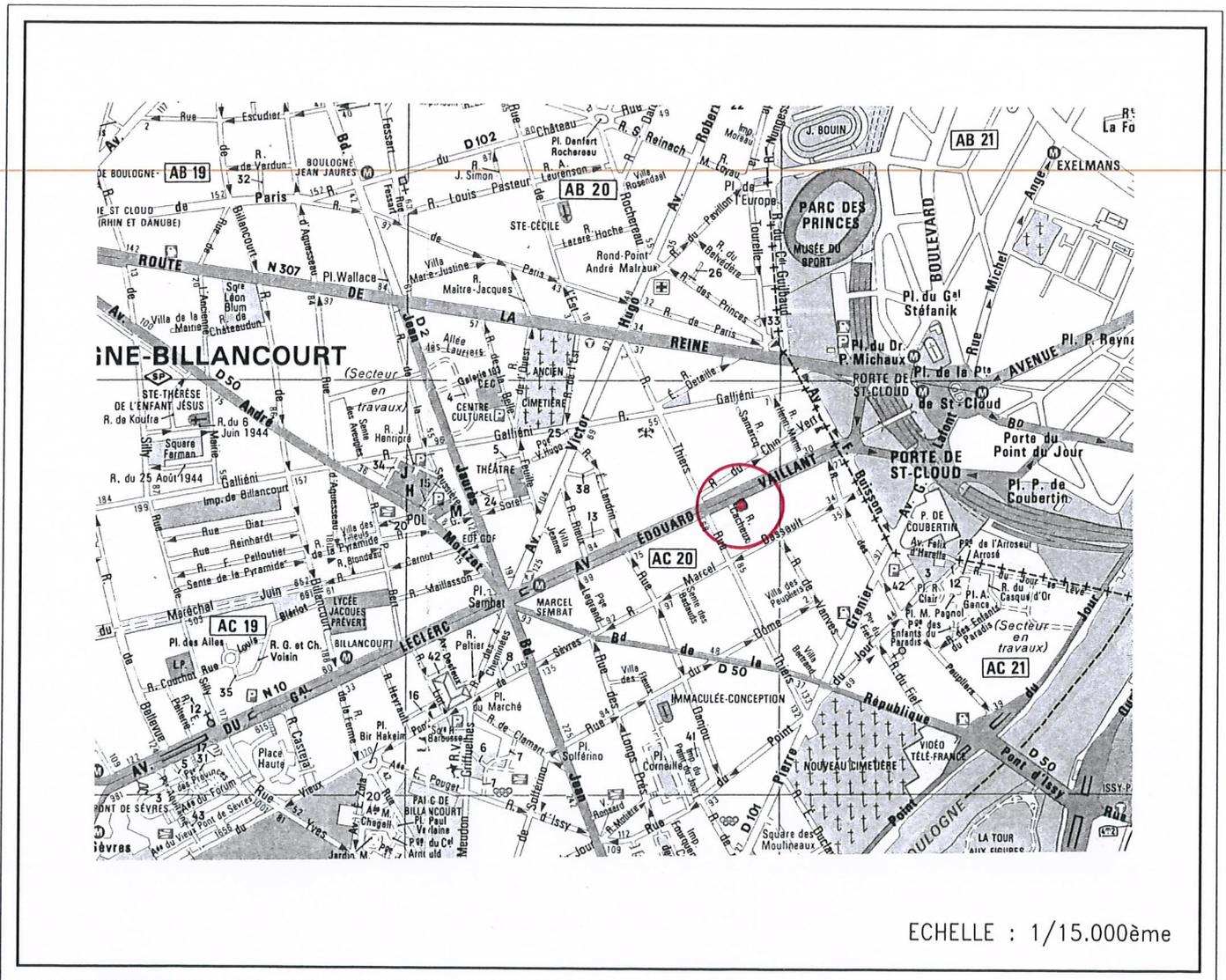
Département des HAUTS DE SEINE
Commune de BOULOGNE BILLANCOURT

53, avenue Edouard Vaillant - 1, rue Cacheux
Propriété appartenant aux Copropriétaires

PLAN DE SITUATION

CADASTRE :

Section : AT
Numéro : 61



ECHELLE : 1/15.000ème



Bernard BARRERE & Olivier DUFU
Anciennement Sté. Azimuth Topo, S.C.P.B. et Cabinet JUNGUENNE
S.A.R.L.
BARRERE-DUFU Géomètres Experts
4, rue de Béarn, 92210 Saint-Cloud
Tél:01.46.02.47.80. - Fax:01.46.02.47.81.
E-mail : stcloud@barrere-dufauf.fr



GÉOMÈTRE-EXPERT
CONSEILLER VALORISER GARANTIR

Décembre 2016

RUS16021